

Création de France Travail et chasse aux chômeurs : Le MNCP et ses associations se mobilisent !

Le Mouvement National des Chômeurs et Précaires organise une action nationale de guérilla médiatique le mardi 25 octobre, pour sensibiliser à la casse du droit au chômage, contre ses allocataires. Les associations membres du MNCP tiendront des stands et distribueront des tracts dans leurs villes respectives pour échanger avec le grand public autour des mesures du gouvernement, coups de massue supplémentaires sur la tête des chômeurs.

Vont donc être installés des "bureaux de non-travail" dans les espaces publics de plusieurs villes de France. Leurs militants interpellent le public, chômeurs, précaires et salariés, sur les quatre risques majeurs que nous courons toutes et tous :

- La création des « viviers de chômeurs »
- La déconstruction progressive du RSA
- La casse de l'assurance chômage
- La menace « France Travail »

Va-t-on vers la réquisition forcée des chômeurs inscrits à Pôle Emploi vers les secteurs en tension ? Le RSA va-t-il imposer du travail obligatoire (15/20h semaine) sans droits et sans salaire ? Au vu de l'inflation et de la forte hausse de la précarité dans le pays, il est cruel et irresponsable de réduire toujours plus les indemnités chômage de personnes déjà largement exclues et précarisées par la situation économique, alors même qu'elles ont cotisé et vivent déjà dans la misère. Enfin, France Travail sera-il une gare de triage déshumanisée chargée de faire du tri et de mettre les chômeurs au pas ?

Nous souhaitons aussi mettre en exergue l'absurdité de certaines offres d'emploi mises en ligne sur le site de Pôle Emploi comme des contrats courts, précaires et mal payés, et pourtant légaux. Des emplois qui maintiennent celles et ceux qui s'y résignent dans une précarité forcée ; offres indignes que nombre de chômeurs préfèrent pourtant accepter pour éviter la stigmatisation.

Les associations qui participent à cette action installeront un stand pendant une journée ou demi-journée, dans un lieu public en fonction des possibilités locales et des spécificités de chacune, comme une place, un marché, ou bien devant une institution, telle que Pôle Emploi ou les missions locales par exemple. Des tracts y seront distribués.

Ensemble, défendons nos droits !

Contact presse :

Valentine Maillochon, chargée de communication : 07 57 07 03 87

Pierre-Edouard Magnan, président du MNCP : 06 79 91 63 18

